

Commune de CHANTONNAY

Maitre d'Ouvrage
VENDEE HABITAT
28, rue Benjamin Franklin
85000 LA ROCHE SUR YON

Réhabilitation de 21 logements individuels
Rue des Pâquerettes
85110 CHANTONNAY



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
DU LOT N°03
ISOLATION DES COMBLES

juin 2024

DGA ARCHITECTE ET ASSOCIES
Architecte DPLG
5 Rue Georges Legagneux
85500 LES HERBIERS
Tel : 02.51.67.17.83
Email : contact@dga-architectes.com

Cabinet BARRE SARL
Economiste de la Construction
72, Impasse Jean Mouillade
85000 LA ROCHE SUR YON
Tel : 02 51 37 71 24
Email : barre@barre-economiste.fr

FIB
BET Fluides
66, Impasse Jean Mouillade
85000 LA ROCHE SUR YON
Tel : 02 51 05 10 10
Email : fib@fib-dcb.com

SOMMAIRE

1 GENERALITES	2
1.1 GENERALITES RELATIVES AUX OUVRAGES DU LOT	2
1.1.1 Généralités du ISOLATION DES COMBLES	2
2 TRAVAUX SUR EXISTANTS	5
2.1 Démolition intérieure	5
3 OUVRAGES HORIZONTALS	6
3.1 ISOLATION DES OUVRAGES HORIZONTALS	6
3.1.1 Isolation	6
4 GESTION DES DECHETS	7
4.1 Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 (Loi Anti-gaspillage économie circulaire AGECE)	7
<u>Travaux optionnels sur le logement n°8</u>	<u>8</u>
5 TRAVAUX SUR EXISTANTS	8
5.1 Démolition intérieure	8
6 OUVRAGES HORIZONTALS	9
6.1 ISOLATION DES OUVRAGES HORIZONTALS	9
6.1.1 Isolation	9
7 GESTION DES DECHETS	10
7.1 Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 (Loi Anti-gaspillage économie circulaire AGECE)	10

1 GENERALITES

1.1 GENERALITES RELATIVES AUX OUVRAGES DU LOT

1.1.1 Généralités du ISOLATION DES COMBLES

DISPOSITIONS GENERALES

La nomenclature des travaux du présent lot a été analysée avec le plus grand soin possible. Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation, et ce pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartiendra donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

Il devra dans ce laps de temps indiquer à l'architecte toute erreur oubli ou défaut de concordance entre les plans, le devis descriptif et le devis quantitatif (s'il lui en a été fourni un).

Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il ait obtenu les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux et qu'il se soit engagé à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne soient pas parfaitement prévus et définis dans les documents d'appels d'offres et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne serait et ne pourrait d'ailleurs être financé.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance entre les divers plans.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il acceptera les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription en Procès Verbal à l'architecte ou à l'inspecteur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

Suivant les règles énoncées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), l'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries: gel, déshydratation etc. Pour palier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- protections diverses, bâchages etc.
- protection contre le vol.

qui seront implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

DOCUMENTS DE REFERENCES

Documents de références contractuels

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent lot seront exécutés en conformité avec l'ensemble des spécifications, des prescriptions des normes françaises et européennes, D.T.U., Euroclasses et règlements techniques (règles de calculs , thermiques , acoustiques , handicapés ... etc), en vigueur à la signature des marchés et relatifs au corps d'état ci-dessous .

Corps d'état concerné par le présent marché : ISOLATION DES COMBLES

Dans une démarche volontaire en regard du respect de l'environnement et afin d'éviter des documents exagérément volumineux , il ne sera pas inventorié la liste et les titres des D.T.U , normes , arrêtés , textes des documents contractuels ou non (CCAP , CCAG) , décrets , codes , ordonnances , loisse reportant au présent lot . Mais l'ensemble des travaux liés aux prescriptions du présent lot devront obligatoirement respecter la totalité des documents contractuels et non contractuels en vigueur à la date de la présente rédaction : **Mois et Année de la présent prescription :**

...Suite de "DISPOSITIONS GENERALES La nomenclature des trava..."

juin 2024

Cependant , dans la rédaction du présent CCTP et dans certains cas , nous préciserons dans les articles les références de DTU , des classements ou autres mentions diverses précisant les objectifs à obtenir .

RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer toutes démarches nécessaires auprès des services publics et privés concernés.

Il obtiendra accord de ses installations en fournissant l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages.

L'entrepreneur sera responsable de la diffusion des documents en relation avec les services concessionnaires et ce en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

En cas de non-respect avec la réglementation et de toutes demandes mentionnées dans les C.C.T.P. et plans, l'entrepreneur sera tenu de reprendre ses installations à ses frais.

MISSION SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Suivant T.C.E

ÉTUDES DES DOSSIERS

Mission de l'Economiste :

La mission confiée au cabinet BARRE Sarl est :

Avant-projet (APS - APD) - Projet (CCTP) - EXE (quantitatif) - ACT (analyse des offres)

Études des dossiers :

Les travaux étant réglés au forfait, l'entrepreneur s'engage par sa soumission à exécuter tous les travaux ou fournitures, principaux et accessoires, même non détaillés ci-après pouvant être considérés comme indispensables à la réalisation des ouvrages suivant leur destination, dans les règles de l'art et dans le respect des normes ou D.T.U. L'entreprise est tenue de lire le présent cahier des clauses techniques particulières et d'étudier son prix en fonction de la description et des plans Architectes. Il appartient à chaque entrepreneur soumissionnaire de vérifier les descriptifs, les quantitatifs, tant en ce qui concerne les prestations que les quantités demandées suivant les plans de consultation qui ne sont pas à considérer comme " exécutoires " et faire part de ses observations au Maître d'œuvre ou au bureau d'études, avant remise des offres. Entre la date de l'offre mieux-disante retenue et la date de signature du marché, l'entreprise se doit de faire une vérification des quantités pendant la période de mise au point du marché. (Circulaire du 9 Mars 1982 du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre de l'Équipement du logement et des transports et son annexe).

Dés lors nous invitons les entreprises à demander les avants métrés détaillés afin de vérifier les quantités pendant la période de mise au point du marché.

Passé ce délai l'entrepreneur ne pourra prétendre, en droit strict, à aucun recours ou une réclamation en cas d'erreur sur le quantitatif après signature des marchés.

MISSION DE L'ECONOMISTE

Suivant T.C.E

MARCHE A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Suivant T.C.E

SPECIFICATION TECHNIQUES PARTICULIERES AU PRESENT LOT

Dans le cadre des isolations

DTU 45.11 Soufflage pour les laines en vrac ou flocons

...Suite de "SPECIFICATION TECHNIQUES PARTICULIERES AU PRESENT ..."

PM : L'entrepreneur du présent lot pourra si il le souhaite se rendre sur le site afin de mieux apprécier les travaux à effectuer.

ETANCHEITE A L'AIR

Sans objet

GESTION DES DECHETS

La réglementation française prévoit un certain nombre de précautions à prendre pour assurer une bonne gestion des déchets, en protégeant l'environnement et la santé humaine. Le terme de « gestion des déchets » englobe, de manière générale, toute activité participant à l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final. Elle inclut notamment les activités de collecte, transport, négoce, courtage, et traitement - valorisation ou élimination - des déchets. Chacune de ces activités est encadrée à des règles décrites dans le code de l'environnement, et chaque acteur est soumis à plusieurs obligations.

Les entreprises sont tenues de respecter l'ensemble des réglementations régissant la gestion des déchets et notamment le plan national de gestion des déchets. Le plan national de gestion des déchets vise à fournir une vision d'ensemble, au niveau national, du système de gestion des déchets et de la politique nationale menée en la matière, en particulier sur les mesures en vigueur et prévues pour améliorer la valorisation des déchets. Il reprend ainsi, dans un document unique, les mesures, objectifs et orientations législatives, réglementaires et/ou fiscales arrêtées dans le cadre de la Loi relative à la transition énergétique et pour la croissance verte du 17 août 2015 et proposées par la feuille de route pour une économie circulaire publiée le 23 avril 2018. Il permet également de répondre aux nouvelles dispositions intégrées dans la directive cadre déchets 2008/98/CE.

Le stockage provisoire sur le site des déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

L'entrepreneur devra mettre en place des bennes pour recevoir les gravats, débris, emballages et autres déchets en provenance des travaux et en nombre suffisant pour permettre le tri de ces déchets. Ces bennes seront remplacées au fur et à mesure de leur remplissage et aucune benne ne sera tolérée sur le chantier lors des WE.

Les frais entraînés par la mise en place et l'enlèvement de ces bennes ainsi que du traitement des déchets seront à la charge du compte commun des entreprises sauf spécifications contraires du présent CCTP et notamment en cas de travaux de désamiantage dont l'élimination des déchets devra être conforme à la circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 suivant arrêté du 25 avril 2005.

Il sera également prise en compte dans le présent dossier du décret no 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets

Les entreprises devront préciser dans leur offre les points suivants :

- 1 - une estimation de la quantité totale de déchets qui seront générés par l'entreprise de travaux durant le chantier
- 2 - Les modalités de gestion et d'enlèvement des déchets générés durant le chantier qui sont prévues par l'entreprise de travaux, à savoir:
 - l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue; 31 décembre 2020 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 171 sur 242
 - le cas échéant, le broyage des déchets sur le chantier ou autres dispositions techniques dans le cadre de travaux de jardinage
- 3 - Le ou les points de collecte où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation;
- 4 - Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

2 TRAVAUX SUR EXISTANTS

2.1 Démolition intérieure

2.1 1 Dépose avec soins de l'isolation en combles existantes

Comprenant :

- protection des éléments voisins conservés
- dépose et repose de couverture tuiles y compris linteaux et voliges supports suivant nécessité pour permettre l'exécution des travaux
- dépose avec triage, sortie, chargement et évacuation des gravois à la décharge publique

NOTA : Suivant demande du maître d'ouvrage, la dépose et l'évacuation de la laine de verre existante devra s'effectuer depuis la couverture des logements. En tenir compte dans votre offre de prix

Suivant plans de l'Architecte :

LOGEMENT T3 :

. pour la dépose de l'isolation existante donnant dans les combles des logements

LOGEMENT T4 :

. pour la dépose de l'isolation existante donnant dans les combles des logements au niveau RDC et R+1

3 OUVRAGES HORIZONTAUX

3.1 ISOLATION DES OUVRAGES HORIZONTAUX

3.1.1 Isolation

- 3.1.1 1 Isolation thermique à base de laine de verre à pulser
Résistance thermique : $R \text{ (m}^2 \text{ } ^\circ \text{C/W)}$: 7.00
Epaisseur : 330 mm suivant fabricant
Type et marque à proposer par l'entreprise
Comprenant : - fourniture et pose de piges graduées à différents endroits dans les combles permettant de contrôler la hauteur d'isolations soufflée, à fixer mécaniquement sur la charpente existante
- fourniture et pose de symbole électrique pour repérage des boîtiers électriques recouvert de laine, à fixer mécaniquement sur la charpente existante
- mise en place d'une réhausse de trappe d'accès rigide au pourtour de la trappe d'accès existante, fixer mécanique sur l'ossature de la charpente avec adaptation de celle-ci suivant nécessité
- répartir de manière homogène dans tout le comble l'épaisseur de laine de verre souhaitée y compris au niveau des bas de pente des couvertures tuiles
- remplir la fiche chantier une fois les travaux effectués et,agrafer celle-ci dans une pochette plastifiée en y insérant les étiquettes des sacs de laine conformément à l'avis technique
Mise en œuvre suivant fiche technique du fabricant
Pose sur plafond en lambris bois existant conservé
Compris :
- toutes sujétions de mise en œuvre

NOTA : Suivant demande du maître d'ouvrage, la mise en œuvre de la laine de verre pulsée devra s'effectuer depuis la couverture des logements. En tenir compte dans votre offre de prix

Suivant plans de l'Architecte :

LOGEMENT T3 :

. pour l'isolation pulsée à mettre en œuvre dans les combles des logements

LOGEMENT T4 :

. pour l'isolation pulsée à mettre en œuvre dans les combles des logements au niveau RDC et R+1

4 GESTION DES DECHETS

4.1 Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 (Loi Anti-gaspillage économie circulaire AGECE)

L'entreprise est tenue de respecter la réglementation liée à la gestion des déchets y compris l'application du décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 en terme :

- De mentions obligatoires sur les devis de travaux,
- De délivrance de bordereaux de dépôts des déchets.

L'entreprise fournira l'estimation de la quantité totale des déchets générés pour ce chantier ainsi que le coût estimé pour le traitement de ces derniers.

L'entreprise est également tenue de délivrer un bordereau rempli et signé par l'installation de collecte dans laquelle les déchets ont été déposés mentionnant :

- La date et le lieu de dépôt des déchets,
- La nature des déchets,
- La quantité déposée,
- La raison sociale, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET ou SIREN de l'entreprise et l'installation de collecte.

- 4.1 1 Estimation de la quantité totale de déchets qui seront générés par l'entreprise de travaux durant le chantier
Préciser le volume de déchets envisagés (estimation).

Suivant plans de l'Architecte :

. pour l'estimation de la quantité totale de déchets à prévoir pour l'ensemble du présent lot

- 4.1 2 Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Suivant plans de l'Architecte :

. pour l'estimation du coût du traitement des déchets à prévoir pour l'ensemble du présent lot

Travaux optionnels sur le logement n°8

5 TRAVAUX SUR EXISTANTS

5.1 Démolition intérieure

5.1 1 Dépose avec soins de l'isolation en combles existantes

Comprenant :

- protection des éléments voisins conservés
- dépose et repose de couverture tuiles y compris linteaux et voliges supports suivant nécessité pour permettre l'exécution des travaux
- dépose avec triage, sortie, chargement et évacuation des gravois à la décharge publique

NOTA : Suivant demande du maître d'ouvrage, la dépose et l'évacuation de la laine de verre existante devra s'effectuer depuis la couverture des logements. En tenir compte dans votre offre de prix

Suivant plans de l'Architecte :

LOGEMENT T3 :

. pour la dépose de l'isolation existante donnant dans les combles du logement 8

Travaux optionnels sur le logement n°8

6 OUVRAGES HORIZONTAUX

6.1 ISOLATION DES OUVRAGES HORIZONTAUX

6.1.1 Isolation

- 6.1.1 1 Isolation thermique à base de laine de verre à pulser
Résistance thermique : $R \text{ (m}^2 \text{ } ^\circ \text{C/W)}$: 7.00
Epaisseur : 330 mm suivant fabricant
Type et marque à proposer par l'entreprise
Comprenant : - fourniture et pose de piges graduées à différents endroits dans les combles permettant de contrôler la hauteur d'isolations soufflée, à fixer mécaniquement sur la charpente existante
- fourniture et pose de symbole électrique pour repérage des boîtiers électriques recouvert de laine, à fixer mécaniquement sur la charpente existante
- mise en place d'une réhausse de trappe d'accès rigide au pourtour de la trappe d'accès existante, fixer mécanique sur l'ossature de la charpente avec adaptation de celle-ci suivant nécessité
- répartir de manière homogène dans tout le comble l'épaisseur de laine de verre souhaitée y compris au niveau des bas de pente des couvertures tuiles
- remplir la fiche chantier une fois les travaux effectués et,agrafer celle-ci dans une pochette plastifiée en y insérant les étiquettes des sacs de laine conformément à l'avis technique
Mise en œuvre suivant fiche technique du fabricant
Pose sur plafond en lambris bois existant conservé
Compris :
- toutes sujétions de mise en œuvre

NOTA : Suivant demande du maître d'ouvrage, la mise en œuvre de la laine de verre pulsée devra s'effectuer depuis la couverture des logements. En tenir compte dans votre offre de prix

Suivant plans de l'Architecte :

LOGEMENT T3 :

. pour l'isolation pulsée à mettre en œuvre dans les combles du logement 8

Travaux optionnels sur le logement n°8

7 GESTION DES DECHETS

7.1 Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 (Loi Anti-gaspillage économie circulaire AGECE)

L'entreprise est tenue de respecter la réglementation liée à la gestion des déchets y compris l'application du décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 en terme :

- De mentions obligatoires sur les devis de travaux,
- De délivrance de bordereaux de dépôts des déchets.

L'entreprise fournira l'estimation de la quantité totale des déchets générés pour ce chantier ainsi que le coût estimé pour le traitement de ces derniers.

L'entreprise est également tenue de délivrer un bordereau rempli et signé par l'installation de collecte dans laquelle les déchets ont été déposés mentionnant :

- La date et le lieu de dépôt des déchets,
- La nature des déchets,
- La quantité déposée,
- La raison sociale, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET ou SIREN de l'entreprise et l'installation de collecte.

- 7.1 1 Estimation de la quantité totale de déchets qui seront générés par l'entreprise de travaux durant le chantier
Préciser le volume de déchets envisagés (estimation).

Suivant plans de l'Architecte :

. pour l'estimation de la quantité totale de déchets à prévoir pour l'ensemble du présent lot

- 7.1 2 Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Suivant plans de l'Architecte :

. pour l'estimation du coût du traitement des déchets à prévoir pour l'ensemble du présent lot